

## GRIPEN

## Coup de frein

Malgré un petit oui au projet, il a manqué une voix au Conseil des Etats pour libérer les 31 milliards destinés à l'achat des avions de combat Gripen.

PAGE 36

# L'ACTU

SUISSE | MONDE | ÉCONOMIE

**GENÈVE** Une promenade du week-end vaut à une journaliste et militante des droits de l'homme ouzbèke une plainte de son propre gouvernement.

## Mauvais roman au bout du Léman

«Comment de un Coligny en deux?» La question surprend. «Et comment de un Tadjik, en français, Muztar?» Muztar Tadjibaev rigole et pointe le sens de sa question: «Je me demandais simplement si cela ne valait pas dix fois mieux?»

En russe, kolétsa, sans adjectif, est souvent utilisé comme l'équivalent de colonie pénitentiaire. Un mot tout sauf aménage pour Muztar Tadjibaev, qui a passé trois ans dans les prisons de son pays, l'Ouzbékistan, pour avoir critiqué les violations des droits de l'homme (voir encadré).

### L'argent du régime

Elle participe, la semaine dernière, à Genève, à une table ronde sur l'Ouzbékistan au Festival international du film et forum sur les droits humains, qui programme un documentaire sur son pays, réalisé par le journaliste danois Michael Andersen. Sachant que la fille du président ouzbèke Islam Karimov, Gulnara Karimova, possède une maison dans la commune huppée de Coligny, près de Genève, elle décide d'aller voir à quel est arrivé l'argent «du régime de son pays».

«Quelle hermine, quel manteau de péto», s'écrie Craig Murray, qui l'accompagne, avec Michael Andersen, Muztar Tadjibaev. Les deux visites et grins de Coligny posent une question dans la commune huppée de Coligny, près de Genève, elle décide d'aller voir à quel est arrivé l'argent «du régime de son pays».



La fille du président ouzbèk, Gulnara Karimova, ici à la Fashion Week de Moscou, en avril 2011, possède une maison dans la commune très huppée de Coligny. [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)

Ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan, Craig Murray a découvert, il y a une dizaine d'années, l'ampleur des violations des droits de l'homme commises dans ce pays. Il fut le bras droit silencieux de son photographe, ce qui lui valut son renvoi du Foreign Office, pour lequel il travailla depuis plus de vingt ans.

**Peu de larmes, pas de bruit** Également présent à Genève pour le film de Michael Andersen, il réagit pour rien au sujet («Absolument, il souffre») cette promenade instructive.

«Je m'attendais à quelque chose de plus impressionnant», s'amuse-t-il, en découvrant enfin la demeure de Gulnara Karimova. Une villa et un terrain de 2470 m<sup>2</sup>, qui, de la rue, frappe malgré la végétation, ornée d'une barrière dorée. De deux sur la boîte à lettres, dans laquelle Craig Murray et Muztar Tadjibaev glissent en leur leur carte de visite, pas de larmes, pas de bruit. Ce qui leur incite tout de même à la petite compagnie d'approcher à l'ambassadeur ouzbèk qu'une discussion commence entre un occupant de la maison et les visiteurs.

Un homme en survêtement qu'il croise la grille d'entrée. Singsy un curieux dialogue avec Muztar Tadjibaev, le journaliste danois et le journaliste ouzbèk, lequel dit tout sans être autre maison et la République d'Ouzbékistan, précisant simplement qu'il craignait d'un «territoire gouvernemental». Après que Muztar Tadjibaev a montré sa carte d'identité, le petit groupe rebrousse chemin.

**Plaines sans frontières** C'est le lendemain, le dimanche, que Muztar Tadjibaev s'exprime à un congrès de l'Association de la justice genevoise, qu'elle fait l'hôte d'une plénière de la mission ouzbèke auprès de l'ONU. Dans la version de coligny, c'est un événement qui commencent la partie. Les visiteurs accusent «tout d'abord dans la propriété en finissant à l'aide d'une caméra».

Déjà retourné en France, où elle s'installe, Muztar Tadjibaev a discuté avec le directeur de la maison au sein de son pays. Il ne lui a pas suffi fibres terraines, soixante, humiliée chez elle. Il lui manquait encore une plainte à Genève. C'est chose faite. □

### UNE OPPOSANTE DÉCÉDÉE

C'est en octobre 2005 que Muztar Tadjibaev, journaliste indépendant et militant des droits de l'homme ouzbèk, fut arrêté dans son pays. Dix et condamné à dix ans de prison, notamment pour les critiques qu'il s'exprimait au sujet de son gouvernement, suite à ce qu'il est dénommé comme l'appeler les événements d'Andijan, durant d'une autre ville étendue dans le sud du pays.

En mai 2005, des manifestations, qui avaient réuni plusieurs milliers de personnes, avaient été brutalement réprimées par les forces de l'ordre. Dix et condamné à dix ans de prison, notamment pour les critiques qu'il s'exprimait au sujet de son gouvernement. Les autorités, de leur côté, avaient annoncé un chiffre de près de 300 morts, lesquels les responsables ouzbèks parviennent à réduire.

Dans un film du journaliste danois, Michael Andersen, appellation dénommée et présent à Genève vendredi dernier, Muztar Tadjibaev «visite» pendant une des plus des droits de l'homme, ainsi qu'elle était encore en prison – à la fin de la nuit, le tonner et les hurlements d'un «de 400 défilés dans la détention. Sa peine sans doute et elle sera libérée en juillet 2008. Elle se trouve en France. □

**ONU** Un expert a dénoncé des abus commis dans des établissements de soins. Il appelle les Etats à fermer les centres de détention.

## Les mauvais traitements dans les hôpitaux sont de la torture

Des mauvais traitements dans les hôpitaux peuvent être assimilés à des actes de torture, a affirmé hier à Genève le rapporteur de l'ONU sur la torture, Juan Mendez. L'expert a dénoncé de nombreux cas de détention abusive commise dans des établissements de soins.

«Des abus systématiques qui provoquent de graves souffrances pour des raisons politiques peuvent être considérés comme des traitements cruels et inhumains et, à l'extrême, ils sont assimilés à la torture», a déclaré l'expert, il cite de nombreux cas de détention abusive commise dans des établissements de soins.

«C'est une violation de l'article 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme», a déclaré l'expert de l'ONU devant le Conseil des droits de l'homme, près à la prison.

Dans son rapport, Juan Mendez (Argentine) détaille toute une série de méthodes abusives: privation de liberté pour des raisons médicales, avortements et stérilisations sans la consultation, refus de donner des médicaments antidépresseurs, violences sexuelles et physiques contre les handicapés ou encore refus de donner des soins à des groupes

marginaux (homosexuels, transsexuels).

### Centres de détention

«La privation de liberté au motif de maladie mentale est assimilée à la torture, quelle que soit la gravité de la maladie», a écrit le rapporteur spécial. Il a cité le cas des consommateurs de drogue retenus dans des centres de détention. Juan Mendez a aussi critiqué les humiliations subies par les personnes souffrant de la sclérose en plaques, à des manifesta-

tions publiques, des avortements, ou des discriminations et punitions après un avortement légal.

Dans certains pays, sont également détenu dans des centres de réhabilitation, souvent privés, par les forces de police ou militaires, des ressassés de la rue, sans-abri, malades mentaux ou encore tabaciques. Il a appelé les Etats concernés à fermer ces centres de détention. Juan Mendez a aussi critiqué les humiliations subies par les personnes souffrant de la sclérose en plaques, à des manifesta-

tions publiques, des avortements, ou des discriminations et punitions après un avortement légal.

### Preuve par le diable

Il a souligné que selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 0,5 milliard de personnes vivent dans des pays sans accès, ou avec un accès limité, aux traitements antidépresseurs.

Les violations contre les handicapés, ou encore les personnes souffrant de la sclérose en plaques, à des manifestations publiques, des avortements, ou des discriminations et punitions après un avortement légal.

□